

# Les ONG mobilisées contre le projet Omnibus VII sur la sécurité des aliments

Dossier de la rédaction de H2o  
December 2025

114 organisations exigent le retrait immédiat du projet "Omnibus VII" de la Commission européenne qui accorderait des autorisations illimitées à la grande majorité des pesticides.

Dans une tribune parue dans *Le Monde* le 1er décembre, les organisations de défense de l'environnement, de la santé publique, de l'agriculture paysanne, des associations de patients et d'usagers dénoncent la tentative de la Commission européenne de réglementer massivement les pesticides via le projet Omnibus VII sur la sécurité des aliments. De nombreuses mesures de ce texte paraître officiellement le 16 décembre affolent les ONG, dont la suppression du réexamen systématique et périodique (tous les 10 ou 15 ans) des autorisations de mise sur le marché pour la très grande majorité des substances pesticides. Concrètement, si cette mesure était adoptée, des centaines de pesticides chimiques bénéficieraient d'une autorisation à vie, et il sera très difficile de prendre en compte les nouvelles données scientifiques démontrant leur dangerosité : "Sans cette procédure de réexamen, des substances aujourd'hui interdites comme le chlorpyrifos (neurotoxique), le mancozèbe (perturbateur endocrinien et toxique pour la reproduction), le chlorothalonil (qui contamine massivement les eaux) ou le phosmet seraient toujours autorisées en Europe", alertent les signataires. Greenpeace a recensé finalement au moins 31 substances non classées "candidates à la substitution" qui n'ont été interdites que grâce à ces réexamens depuis 2011. Cette proposition va à l'encontre de plusieurs décisions de justice récentes, dont un arrêt de la Cour administrative d'appel de Paris du 3 septembre 2025 qui pointe déjà le caractère lacunaire des évaluations actuelles des pesticides par les agences sanitaires. Les signataires appellent à une mobilisation citoyenne massive et demandent à la Commission européenne de retirer immédiatement ce projet qui "ferait reculer l'Europe de plus de 30 ans en matière de protection de la santé et de l'environnement".

Greenpeace Futures